



HYE-MIN LEE

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

Le changement climatique continue à être la priorité de chaque présidence du G20, notamment l'an dernier à Antalya. Les chefs d'États et de gouvernements se sont résolument engagés à assurer la conclusion positive de la COP21, la 21^e conférence des parties, et je pense que cet engagement a contribué au succès de l'accord de Paris. Cette année aussi, les dirigeants, la Chine notamment, qui a attaché une très grande importance à cette question, ont discuté des enjeux du changement climatique, et se sont engagés à en faire l'une de leurs priorités. Ils veulent apporter leur contribution à ce problème.

Au cours des discussions, notamment parmi les sherpas, qui ont préparé les communiqués pour les chefs d'États, j'ai constaté qu'il y avait deux positions divergentes. L'une est celle qui existe entre les pays développés et les pays en développement membres du G20. Les membres des pays développés insistent sur l'importance de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris en matière d'atténuation et d'adaptation. Cependant, les pays en développement ont insisté sur la nécessité des moyens de mise en œuvre à fournir, notamment des ressources financières, et sur une mise en œuvre parallèle.

Nous devons mettre en œuvre l'engagement portant sur l'atténuation et l'adaptation, mais les pays développés doivent en fournir les moyens financiers. L'accord de Paris insistait sur le fait que les pays développés alloueraient 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020. Ce fonds serait de l'argent frais. Il ne changerait ni le nom ni le plafond de l'aide officielle déjà engagée. Nous avons eu de très vifs débats en la matière. Les pays développés ne veulent pas s'engager clairement sur les ressources prévisionnelles jusqu'à 100 milliards de dollars, et les pays en développement refusent par conséquent de s'engager fermement en faveur de la mise en œuvre précoce de l'accord de Paris.

Cette année, si vous lisez les communiqués des dirigeants du G20 en matière de changement climatique, ils ne sont pas très impressionnants. Ceci est dû aux opinions divergentes entre les pays en développement et développés membres du G20. Les pays en développement ont fait preuve de réticence à l'égard de l'engagement d'une entrée en vigueur précoce de l'accord de Paris. Mais une cérémonie conjointe avec la Chine, qui assurait la présidence du G20 cette année, et les États-Unis, pour la partie adverse, a bien eu lieu.

Le dépôt des instruments de ratification de l'accord de Paris auprès du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon était très symbolique, car il a eu lieu juste un jour avant l'ouverture du sommet du G20 à Hangzhou. C'était très symbolique, car ce dépôt démontrait l'engagement des États-Unis et de la Chine à l'égard d'une entrée en vigueur précoce de l'accord de Paris. Je crois que cela a contribué à son entrée en vigueur anticipée, qui était prévue pour la fin de l'année, mais qui a pris effet le 4 novembre, plusieurs jours avant la COP22.

J'aimerais évoquer les trois questions liées au changement climatique qui sont discutées au G20. L'une s'y rapporte directement, à savoir les subventions inefficaces aux énergies fossiles. Lors de leur sommet de 2009 à Pittsburgh, puis chaque année par la suite, les dirigeants du G20 ont réitéré leur engagement à l'égard des subventions inefficaces aux énergies fossiles. Ils avaient convenu de rationaliser et d'éliminer progressivement à moyen terme ces subventions qui augmentent le gaspillage énergétique. Ils ont reconnu qu'il fallait soutenir les pays les plus pauvres.

C'est cet engagement que les dirigeants ont adopté en 2009, puis ont renouvelé chaque année. Cependant, pour être franc, il n'y a aucune évolution en la matière. Les États-Unis ont fait pression sur ces questions, en insistant sur la

nécessité d'un délai d'exécution pour la levée progressive des subventions inefficaces aux énergies fossiles. Ils ont proposé de fixer une année, 2025. Les dirigeants avaient convenu d'éliminer progressivement les subventions, à moyen terme, qu'ils avaient estimé raisonnable de fixer aux alentours de 2025. Mais la plupart des pays développés ne sont pas réceptifs à cette idée, et refusent d'adhérer à cette date.

Comme il ne se passe absolument rien sur toutes ces questions, les États-Unis tentent maintenant une autre approche, qui est l'examen par les pairs des subventions aux énergies fossiles. Cette année, en septembre, les États-Unis l'ont publié pour la première fois en Chine. Cet examen, très respecté, est effectué sous les auspices du G20. Le rapport a abordé chaque phase de la chaîne d'approvisionnement des énergies fossiles, discutant en détail des subventions qui ont été identifiées au cours du processus. L'équipe d'examen américaine comprenait des membres des États-Unis, de la Chine, de l'Allemagne et du Mexique. L'équipe chinoise comprenait des membres de la Chine, de l'Indonésie et du FMI. Tous ces examens ont été facilités et coordonnés par l'OCDE.

Dans l'optique de progresser sur ces questions, Les États-Unis entendent augmenter le nombre des membres du G20 effectuant ces examens par des pairs. L'Allemagne et le Mexique ont maintenant l'intention d'en faire dès l'an prochain. Mais, le problème, maintenant, c'est que les États-Unis veulent éliminer les subventions inefficaces aux énergies fossiles, mais, à ma connaissance, butent sur des questions d'ordre juridique. Il est très difficile de définir ce qu'est une subvention inefficace. Il existe une définition du terme subvention à l'OMC, que nous pouvons utiliser. Mais il n'y a pas de définition pour le terme « inefficace », aussi je crois que nous continuerons à avoir des différends sur ces questions.

L'autre question est celle des hydrofluorocarbures (HFC). Les HFC ont remplacé les chlorofluorocarbures (CFC) en 1987, car ces derniers sont très nuisibles à la couche d'ozone. Nous avons conclu un protocole d'essai sur ce type de substances. Les HFC ne sont pas dangereux pour la couche d'ozone, mais ce sont les gaz à effet de serre dont les émissions progressent le plus rapidement dans le monde, et les plus puissants. Ils retiennent la chaleur dans l'atmosphère des milliers de fois plus que le CO₂.

Les HFC sont des substances principalement utilisées comme réfrigérants dans les réfrigérateurs et les climatiseurs. Ils ne détruisent pas la couche d'ozone, mais émettent plus de CO₂, aussi les États-Unis insistent-ils fortement sur la restriction de leur usage. En octobre, à Kigali, au Rwanda, les membres du protocole de Montréal ont approuvé un amendement relatif à ces substances. Je pense qu'il s'agit là d'un important progrès sur ces questions.

Cet amendement est l'aboutissement de sept ans de négociations. Il a été convenu que les pays développés diminueraient leur utilisation de HFC d'ici 2019. Les pays en voie de développement suivront avec un gel des niveaux de consommation des HFC en 2024. Tous les pays devraient avoir une consommation n'excédant pas plus de 15 à 20 % de leurs niveaux de base respectifs. Mais une question demeure, qui est celle du financement des pays en voie de développement pour le passage des HFC aux nouvelles substances. S'y ajoute également le problème des droits de propriété intellectuelle, c'est-à-dire, comment transmettre le savoir-faire sur les alternatives aux HFC, qui sont en cours d'exploration.

Je pense que deux questions demeurent, le financement et les droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'une troisième, celle de l'émission de CO₂ par les avions. Le 7 octobre de cette année, l'assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (l'OACI) a adopté une résolution pour combattre les émissions de CO₂ des avions. L'OACI a adopté des mesures mondiales fondées sur le marché, qui prendront la forme d'un programme de compensation et de réduction de carbone. Cependant, les exemptions sont nombreuses, et la participation ne deviendra obligatoire que dans la deuxième phase, qui s'appliquera de 2027 à 2035. Cette résolution permet au secteur de l'aviation de devenir le premier secteur économique à se doter d'un dispositif mondial fondé sur une mesure de marché.

Il reste encore à trouver un accord clair sur de nombreuses questions techniques, dont la méthodologie pour la surveillance, le reporting et la vérification des émissions de chaque opérateur. Il est trop tôt pour déterminer quels seront les effets de ce mécanisme sur les opérateurs du transport aérien et le marché mondial du carbone. Mais il s'agit clairement d'un premier pas très important dans l'atténuation des émissions de CO₂ du secteur de l'aviation internationale. Celles-ci représentent actuellement 2 % des émissions mondiales, et devraient être multipliées par trois d'ici 2040. Ces trois questions, les subventions inefficaces aux énergies fossiles, les émissions de CO₂ des avions et les HFC, sont abordées sous l'impulsion du leadership américain. Si les États-Unis ne jouent pas un rôle prépondérant dans la lutte contre ces problèmes liés au changement climatique, je ne vois pas comment de nouvelles avancées en la matière seraient possibles.

Donald JOHNSTON

If you have all been listening to this, there are a lot of good intentions out there, which there have been since the Stockholm conference in 1972. For example, regarding the aircraft decision, ICAO were nervous about publicity. However, as you point out, the second phase only becomes binding in 2027. If you look at the COP22, it is filled with statements saying that few of the loose ends left by the Paris agreement were completely tied up in Marrakech. Instead, the process was one of defining the issues at stake. It was also about outlining what kinds of documents and workshops would be needed to make sense of it by the 2018 deadline.

Then we get another statement on finance, which you have just discussed. This was from COP22, just last week. It says that despite this, there are a few notable outcomes. Finance is always controversial, and once again, it was this topic that went down to the wire. However, in the end, there was little progress so they agreed to continue discussing it. There is another one that is also critical. The adaptation fund discussions fell flat, with countries merely agreeing to discuss the issue and hand in their views by 31 March 2017. This has been a consistent pattern with the UNFCCC process. I do not think you can put 195 countries around a table and expect to get a consensus on some of these complicated issues.